

Le commentaire



CYRIL DEMARIA

notre correspondant permanent à Zurich

Trade finance Risqué ou pas?

Le secteur du trade finance offre des opportunités considérables, paradoxalement en raison de la notion de risque qui est de retour dans l'analyse financière. Or, le trade finance est très peu risqué, ce qui ouvre des opportunités pour des acteurs émergents. Pour preuve, l'acquisition de la start-up Swiss Commercial Capital AG, créée en 2007 à Zurich, par Maquarie Equipment Finance en juillet dernier, avec des investisseurs qui ont multiplié leur investissement par 2,2 (soit un TRI de 36%). Néanmoins, le fait que cette start-up ait dû s'adosser au géant australien démontre que le secteur financier ne peut se renouveler et se développer que si les banques parviennent à assainir leur bilan, redéfinir leur rôle et se cantonner à certains d'entre eux. Les réglementations, malgré leurs défauts sont là pour durer, et il faudra en tirer les conséquences. Freiner tout changement ne peut que porter préjudice à l'ensemble du système, y compris aux banques elles-mêmes.

CD

Avis de tempête pour le commerce international. Même si les perspectives demeurent attractives, le trade finance est sous pression.

H SBC Commercial Banking le confirme: le commerce international devrait croître de 73% d'ici à 2025, pour atteindre 43,6 trillions de dollars contre 27,2 aujourd'hui. Mieux, la Suisse devrait voir ses échanges commerciaux portés par l'innovation technologique, médicale et pharmaceutique, et augmenter de 98,3% sur la même période. A fin 2010, la Suisse représentait, d'après le rapport HSBC Trade Connections, 1,3% des échanges commerciaux mondiaux. Selon le graphique joint, la croissance annuelle serait de 5,9% au cours des cinq prochaines années, contre 2% à l'échelle mondiale. Les volumes d'échanges commerciaux helvétiques devraient théoriquement atteindre 648 milliards de dollars, d'ici à 2025. Pourtant, tout n'est pas rose dans le monde du trade finance. La crise bancaire récurrente, depuis 2007, a particulièrement affecté ce secteur. L'exemple le plus frappant est celui du segment du commodities trade finance, du fait de l'importance des banques européennes dans ce secteur, et notamment françaises qui représentent 50% des prêts aux courtiers en matières premières à l'échelle internationale. Ceci est d'autant plus contre-intuitif que d'après Edward Till, Head of product management, trade and supply chain Europe chez HSBC, «le risque présenté par le trade finance est inférieur à

celui des découverts bancaires.» En effet, selon la Chambre de Commerce International, les 2.000 milliards échangés au cours des cinq dernières années, grâce à onze millions de transactions, n'ont donné lieu qu'à 3000 cas de défaut...

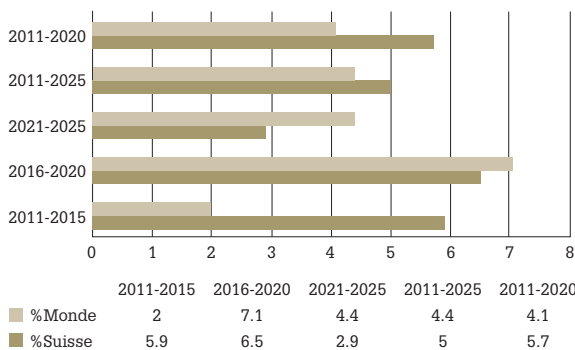
Règles inadaptées

Malgré cela, les Accords de Bâle III devraient renchérir le coût des lettres de crédit et d'autres instruments liés au commerce international, et ce malgré quelques concessions récentes sous pression de l'OMC. Le trade finance sera ainsi bel et bien soumis au ratio limitant les actifs des banques à 33 fois le montant de leur capital. En conséquence, le total prêté au titre du trade finance a baissé de 6% au cours des neuf premiers mois de 2011, selon Dealogic.

«Le trade finance n'est pourtant pas source de risque systémique, bien au contraire», explique Edward Till. Les règles de Bâle III sont donc inadaptées, mais le Comité de Bâle n'envisage pas d'ouvrir la boîte de Pandore des exceptions aux nouvelles règles édictées. Des solutions existent pourtant. D'après l'expert d'HSBC, des «maturity waivers» pourraient être mis en place, qui éviteraient le refinancement des opérations de moins d'un an. La FSA a, semble-t-il, évolué dans ce sens au Royaume-Uni. Encore faut-il que la réalité du risque associé au trade finance soit reconnue par les régulateurs, et reflétée dans les ratios prudentiels de «Bâle II Advanced» et de Bâle III. En attendant, et pour parer au plus urgent, l'IFC a débloqué une enveloppe de 500 millions de dollars pour faciliter l'import-export des marchés émergents, qui sont en première ligne du fait des restrictions bancaires, et de leur absence de notation par les agences de ratings. ■

Par Cyril Demaria

Prévisions de croissance des échanges en Suisse et dans le monde (2011-2025)



Source: HSBC (2011)